

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°31-2026-semaine du 7 septembre 2026

En bref

- ❖ **Inde** : Les réserves de change indiennes au plus haut ;
- ❖ **Pakistan** : Le déficit commercial se creuse ;
- ❖ **Bangladesh** : Négociations avec QatarEnergy pour la reprise des livraisons de LNG ;
- ❖ **Sri Lanka** : La baisse des réserves hydriques menace la production hydroélectrique ;
- ❖ **Népal** : Les crues de Bhotekoshi font vaciller le secteur hydroélectrique en bourse.

À RETENIR

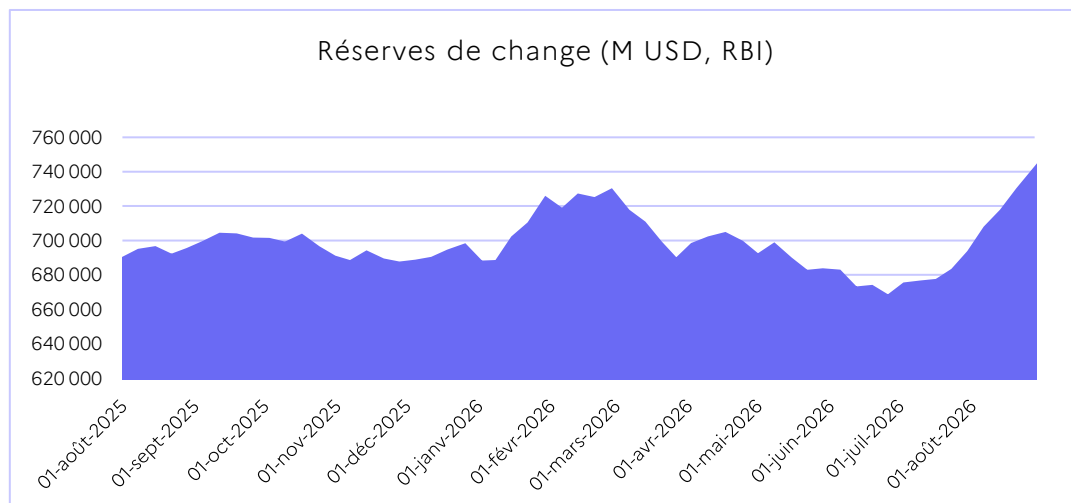
740,8 Mds USD

Le niveau des réserves de change indiennes
au 28 août.

Actualité macroéconomique

Les réserves de change indiennes au plus haut

Selon les données officielles publiées par la Banque centrale indienne, Reserve Bank of India, les réserves de change du pays ont atteint un nouveau record de 740,8 Mds USD au cours de la semaine achevée le 28 août. Cette progression est principalement due à d'importants afflux de dollars résultant de dispositifs spéciaux mis en place afin d'attirer des capitaux en devises vers le pays, notamment les facilités de couverture à coût réduit pour les emprunts en devises contractés à l'étranger par les entreprises publiques et les banques, ainsi qu'une facilité de couverture gratuite permettant aux banques de lever des dépôts en devises à l'étranger. Par conséquent, entre le 5 juin et le 31 août, ces différents dispositifs ont permis d'attirer plus de 136 Mds USD, dont environ 127 Mds USD provenant des dépôts des Indiens non-résidents (NRI).



Ces importantes entrées de devises ont permis à la RBI d'intervenir sur le marché des changes en vendant des dollars contre des roupies, contribuant ainsi à contenir temporairement la pression baissière sur la monnaie indienne. Ces afflux de devises ont également contribué à accroître fortement la liquidité du système bancaire, conduisant la RBI à absorber plus de 6 000 Mds INR (63 Mds USD) dans le cadre d'opérations de retrait de liquidités, après que l'excédent de liquidités du système bancaire a atteint un niveau record de 11 600 Mds INR au 6 septembre, soit l'équivalent de 4% du système de dépôt bancaire. Pour rappel, des excédents de liquidités importants, s'ils se maintiennent, risquent d'alimenter l'inflation, soutenir les prix des actifs financiers et exercer une pression à la baisse sur la roupie. Toutefois, après avoir atteint 94,3 INR/USD début septembre, la roupie s'est de nouveau dépréciée au de-là de 95 INR/USD sous l'effet de la remontée des cours du pétrole (108,44 USD/baril, vendredi 11 septembre). Dans ce contexte, selon un article de The Economic Times, la RBI aurait laissé sous-entendre une prochaine hausse de taux dans un contexte où l'inflation se raffermirait.

[The Economic Times](#) ; [Reuters](#)

Le secteur manufacturier indien devrait croître à plus de 13% afin de réaliser la vision Vikshit Bharat

Dans un rapport du cabinet d'audit KPMG, les analystes indiquent que le taux de croissance nominal du secteur manufacturier indien devrait, idéalement, progresser annuellement à hauteur de 13%, et 8,4% en croissance réelle, pour atteindre une valeur de 7 500 Mds USD d'ici à 2047, dans le cadre des objectifs de la vision Viksit Bharat. Cet objectif est présenté comme essentiel à la réalisation de l'ambition de l'Inde de devenir une économie de 30 000 Mds USD à l'horizon 2047. Si le secteur manufacturier poursuivait son rythme actuel de croissance, estimé à 7,9 % par an, sa valeur n'atteindrait qu'environ 2 700 Mds USD en 2047, soit un déficit de près de 4 800 Mds USD par rapport à l'objectif fixé. Toujours selon le rapport, la productivité de la main-d'œuvre constitue le principal levier de croissance pour l'Inde, encore sous-exploité. Une analyse portant sur plus de 130 grandes entreprises manufacturières indiennes montre que les entreprises les plus productives, en matière de facteur travail, enregistrent une croissance de leur rentabilité supérieure de plus de 50 % et une croissance de leur capitalisation boursière près de deux fois supérieure à celle de leurs homologues du secteur. Le recours à la digitalisation, à l'intelligence artificielle, aux outils de la performance et aux transformations organisationnelles permettrait aux entreprises d'améliorer leur productivité de 15 à 30 %, selon les analystes KPMG.

Dernièrement, les facteurs identifiés comme pierre angulaire dans la réalisation de ces objectifs de croissance sont une intégration accrue du secteur manufacturier indien dans les chaînes de valeur mondiales, les investissements dans les capacités de production, l'innovation et les technologies, ainsi que la continuité de la dynamique de croissance tirée par la consommation.

[Economic Times](#)

Actualité sectorielle

L'Inde lance « BIO-NIVESH » pour mettre en relation les start-ups de la « deep tech » avec des investisseurs

Le Department of Biotechnology (DBT) et le Biotechnology Industry Research Assistance Council (BIRAC) ont lancé BIO-NIVESH, une plateforme destinée à mettre en relation les start-ups indiennes de la biotechnologie et des deep-tech avec des investisseurs. L'initiative vise notamment à combler le déficit de financement auquel font face les entreprises de biotechnologie durant les phases longues et coûteuses de développement et de commercialisation. La plateforme facilitera l'accès aux fonds de capital-risque, investisseurs institutionnels, réseaux de business angels et groupes industriels, tout en apportant une validation scientifique des projets. Elle s'inscrit dans le cadre de la politique BioE3 et cible notamment les biothérapies, la biofabrication, les bioproduits, les biotechnologies agricoles et les technologies liées à la transition environnementale. Le gouvernement souhaite ainsi accélérer le développement de la bioéconomie indienne et atteindre 300 Md\$ d'ici 2030, contre environ 130 Md\$ actuellement selon l'article.

[En savoir plus](#)

Le Royaume-Uni reconnaît le CCTS indien dans le cadre de son CBAM

Le Trésor britannique a notifié au *Bureau of Energy Efficiency* (BEE) la reconnaissance du *Carbon Credit Trading Scheme* (CCTS) indien comme mécanisme de tarification carbone éligible au titre du CBAM britannique (entrée en vigueur prévue en 2027). Les importateurs britanniques de biens indiens assujettis (acier, aluminium, engrais, ciment) pourront ainsi demander un abattement correspondant au prix carbone déjà acquitté en Inde, sous réserve de justificatifs et de vérification, évitant une double imposition carbone aux exportateurs indiens.

Cette décision fait suite à un dialogue technique bilatéral et s'inscrit dans le prolongement du CETA signé le 15 juillet 2026. Les discussions se poursuivront via le *UK-India Energy MoU* et le *Partnership for Market Implementation*.

Il s'agit ici de la première reconnaissance étrangère du CCTS par un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, et offre à New Delhi un argument de méthode dans ses discussions avec Bruxelles sur le CBAM européen, mais sa portée reste conditionnée à la liquidité encore faible du marché CCTS et aux exigences documentaires britanniques.

[En savoir plus](#)

Pakistan

Actualité macroéconomique

La dynamique des transferts des expatriés pakistanais se poursuit

Selon la SBP, les *remittances* ont atteint en août 3,66 Mds USD (+16,5%) et 7,29 Mds pour les 2 premiers mois de l'année budgétaire 2026/2027 (+14,7%), dont plus de la moitié proviennent d'Arabie saoudite (+19%) et des EAU (+17%). La dynamique du flux prolonge les résultats enregistrés au cours de l'année budgétaire 2026 à 41,7 Mds USD. Les transferts de la main d'œuvre expatriée jouent un rôle décisif dans le rééquilibrage de la balance des paiements pakistanaise. Sur les 2 premiers mois de l'année fiscale, ils compensent intégralement et au-delà le déficit commercial (voir point suivant).

[The News](#)

Le déficit commercial pakistanais se creuse

D'après le Pakistan Bureau of Statistics, le déficit pour Juillet-Août 2026 s'est accru de 18,11% en g.a. à 7,116 Mds USD en raison du dynamisme des importations (+13,3%), malgré une baisse importante (environ - 30%) de la facture pétrolière pour juillet (dernière donnée désagrégée disponible). Cet ajustement par les volumes d'importations énergétiques donne la mesure des effets macroéconomiques et sociaux du conflit du Golfe sur la production et la consommation pakistanaise.

[Brecorder](#)

L'appétit des investisseurs euro-obligataires pour la dette pakistanaise se confirme.

Le Trésor pakistanais a levé 3 Mds USD sur l'euromarché (1,75 Mds à 5 ans à 7,5% et 1,25 Md à 10n ans à 7,9 %). La dernière émission remontait à plus de 10 ans (8,25%). L'ensemble a été souscrit globalement 2 fois, avec un appétit particulier des investisseurs pour le 10 ans. Ceux-ci sont sensibles aux progrès enregistrés en matière de discipline budgétaire et dans les relations avec les bailleurs multilatéraux.

[Dawn](#)

Actualité sectorielle

Le Pakistan domine le palmarès des villes les plus vulnérables au changement climatique

Selon le cabinet Alphageo, l'Asie du Sud est la région la plus représentée dans le classement des 72 métropoles les plus vulnérables au changement climatique dans le monde. 6 cités du top 10 sont situées au Pakistan : Hyderabad (2), Multan (3), Lahore (5), Faisalabad (7) et Karachi (8).

[The News](#)

Bangladesh

Actualité macroéconomique

L'Etat injecte 82M USD pour sauver les activités de Janata Bank aux E.A.U.

La direction des institutions financières a demandé l'autorisation, mardi, de renflouer la branche émiratie de Janata Bank, banque publique bangladaise, de 82M USD. Cette injection fait suite à la menace de la Banque centrale émiratie de suspendre au 14 septembre les activités de Janata Bank face à ses manquements en matière d'exigence de fonds propres. La suspension des activités de l'établissement pourrait avoir des conséquences importantes sur les transferts de fond à destination du Bangladesh. Environ 1 M de bangladais vivraient aux Emirats, dont 70 000 seraient clients de Janata, la banque représenterait à elle seule 80 à 100 Mds de takas (650 à 813 M USD) de transferts par an. Débloqués en urgence, les 82 M USD devraient être suivis par un renflouement plus conséquent de 545M USD dont le versement a été soumis à la décision du ministre des Finances.

[The Financial Express](#)

Le Purchases' Manager Index (PMI) passe sous la barre des 50 points.

Le PMI au mois d'août baisse de 7,9 pts par rapport à juillet pour s'établir à 49,9 pts, signe d'une économie en léger recul. La baisse est portée majoritairement par le secteur manufacturier qui chute de 18 pts tandis que le secteur des services est en recul pour la première fois depuis 2 ans de 6,8 pts. Ces baisses ne sont que très marginalement compensées par la progression de la construction et du secteur agricole. Les analystes pointent du doigt le renchérissement de l'énergie et la baisse des exportations (notamment de textile). Pour rappel, le PMI agrège des enquêtes

mensuelles faites auprès de 500 entreprises bangladaises représentatives de l'économie du pays sur le niveau d'activité du mois en cours. Un PMI de 50 signifie que l'économie est stable par rapport au mois précédent, supérieur à 50 elle est en expansion tandis qu'un niveau inférieur à 50 est le symptôme d'une économie en contraction.

[PMI Bangladesh](#)

Actualité sectorielle

Négociations avec QatarEnergy pour la reprise de l'approvisionnement en gaz naturel

QatarEnergy, le premier fournisseur de gaz naturel, avait suspendu ses livraisons à Dacca à partir du 4 mars, invoquant la *force majeure* lors de l'éclatement de la crise iranienne. La suspension, prolongée de mois en mois, pourrait arriver à son terme alors que des négociations se sont tenues le 9 septembre au Bangladesh entre des officiels de l'entreprise publique Petrobangla et l'énergéticien qatari. L'interruption des livraisons qui représentaient entre 60 et 70% des importations de LNG du Bangladesh pré-crise avait entraîné un renchérissement conséquent et un rationnement des stocks alors que le déficit d'approvisionnement en gaz atteint 45 000 m³ par jour.

[The Financial Express](#)

Sri Lanka

Actualité macroéconomique

Le gouvernement réorganise le pilotage des négociations commerciales

Un nouveau dispositif institutionnel destiné à encadrer la négociation des futurs accords de libre-échange à la suite d'un examen des accords existants et de la stratégie commerciale du pays a été adopté. Le National Trade Negotiations Committee sera chargé de conduire les négociations bilatérales et régionales. Le secrétaire du ministère du Commerce en assurera la présidence et exercera les fonctions de Chief National Trade Negotiator. Le dispositif comprendra également 12 sous-comités thématiques et des groupes de travail techniques, ainsi qu'un Trade Policy Advisory Committee associant administration, experts, chercheurs, secteur privé, organisations professionnelles et société civile.

[Cabinet des ministres \(en cinghalais\)](#)

Actualité sectorielle

La baisse des réserves hydriques menace la production hydroélectrique

Le niveau des principaux réservoirs du Sri Lanka est tombé à 47,3 % de leur capacité totale en raison de la sécheresse, les retenues directement contrôlées par le Département de l'irrigation n'étant remplies qu'à 34,4 %. Cette situation constitue un risque pour le secteur électrique, l'hydroélectricité représentant environ 38 % de la production électrique en 2025. Une baisse prolongée de la production hydroélectrique contraindrait à un recours accru aux centrales thermiques (charbon et pétrole), renchérissant la facture énergétique. Le risque pourrait s'accroître dans les prochains mois avec le développement d'un épisode El Niño potentiellement fort, susceptible de modifier les régimes de précipitations au Sri Lanka.

[En savoir plus.](#)

Népal

Actualité macroéconomique

Les crues de Bhotekoshi font vaciller le secteur hydroélectrique en bourse

Plus de 12 projets hydroélectriques ont été touchés par les crues du 26 août, dont la moitié sont listés sur le NEPSE (Nepal Stock Exchange). L'index boursier sectoriel a perdu 65 points alors que la baisse s'est en partie diffusée à la totalité des projets face à l'incertitude des investisseurs. L'impact sur les cours du NEPSE rappelle son exposition au secteur hydroélectrique. Sur les 302 entreprises cotées, 111 sont des entreprises de production hydroélectriques concentrant 17,5 % de la capitalisation totale. L'index assurantiel face aux risques de couverture des dégâts a baissé également de 63 points malgré des doutes sur l'étendue de l'exposition des assurances aux barrages. Globalement, la plupart des analystes s'accordent à souligner que la réaction du marché demeure disproportionnée et serait la conséquence d'une asymétrie d'information quant à l'ampleur réelle des dégâts sur l'ensemble du secteur hydroélectrique.

[The Kathmandu Post](#)

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB	Stable	BBB-	Stable	B	A4
Bangladesh	B2	Négative	B+	Négative	B+	Négative	D	C
Pakistan	B3	Stable	B	Stable	B-	Stable	D	C
Sri Lanka	Caa1	Stable	CCC+	Stable	CCC+	-	D	B
Népal	-	-	-	-	BB-	Stable	C	B
Maldives	Caa2	Stable	-	-	CCC-	-	D	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

florent.mangin@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Service Economique Régional de New Delhi

Abonnez-vous : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/IN/breves-economiques-et-financieres-d-asie-du-sud>